

« LES NÉGATIONNISTES POURSUIVENT L'ŒUVRE DES GÉNOCIDAIRES. »

Luttes mémorielles juives et rwandaises.

Entretien avec Jessica Géronchal Mwiza et Jonas Pardo

Propos recueillis par Judith Chouraqui et Elvina Le Poul

Les génocides font systématiquement l'objet de discours les dépolitisant et les remettant en cause. Autour de l'extermination des Juif-ves d'Europe et de celle des Tutsi au Rwanda, des thèses s'insinuent qui nient aussi bien la volonté d'anéantissement guidant les génocidaires que la réalité des massacres qu'ils ont perpétrés. Discussion croisée avec Jessica Géronchal Mwiza, militante afroféministe franco-rwandaise travaillant notamment au sein de l'association Ibuka France¹, et Jonas Pardo, membre du Réseau d'action contre l'antisémitisme et tous les racismes².

Comment définir le négationnisme ?

Jonas : Le négationnisme apparaît en même temps que le génocide. Ainsi en août 1939, à la veille de l'invasion de la Pologne, Hitler ordonne à ses généraux de frapper vite et fort, sur le modèle du génocide arménien : « Qui se souvient du génocide arménien aujourd'hui ? » aurait-il demandé. Alors qu'ils étaient en train de perdre sur le front russe, les nazis ont entrepris de détruire les preuves de l'extermination des Juif-ves : le centre de mise à mort de Majdanek a été incendié et celui de Treblinka démantelé et camouflé. Se débarrasser de la mémoire fait partie de l'objectif : si le génocide n'a pas existé, le peuple exterminé non plus. De cette façon, les négationnistes accompagnent et poursuivent l'œuvre des génocidaires.

En France, l'histoire du négationnisme de la Shoah commence au début des années 1950 avec Paul Rassinier, un membre de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), déporté en tant que résistant. De retour du camp polonais de Buchenwald où il avait été interné, il affirme qu'il n'y avait pas de mise à mort ni d'extermination, et que

les chambres à gaz étaient un mythe conçu pour détourner l'attention du vrai génocide : celui des Palestinien-nes. Il se rapproche de l'extrême droite et notamment de Maurice Bardèche, qui se sert de cette parole pour réécrire l'histoire de la Shoah. Robert Faurisson est son héritier. Il existe aussi un négationnisme d'extrême gauche, représenté par exemple par le groupe de La Vieille Taupe, une librairie d'ultragauche fondée en 1960 par Pierre Guillaume. Elle est devenue une officine négationniste, où était défendue l'idée que l'antifascisme ne serait qu'un instrument des États occidentaux visant à focaliser l'attention sur le génocide des Juif-ves et à mettre de côté la critique du capitalisme.

Jessica : Le négationnisme fait effectivement partie intégrante de l'idéologie génocidaire. Il peut prendre plusieurs formes et ne se limite pas à dire que le génocide n'a pas existé. Dans le cas du Rwanda, les colons allemands puis belges avaient imposé une division administrative des Rwandais-es en ethnies, important l'idéologie raciale d'Arthur de Gobineau³ qui avait cours en Europe. Iels ont favorisé administrativement les Tutsi, jugé-es plus proches

des blancs, et placé les Hutu à des positions subalternes. Aujourd'hui, personne ne s'identifie plus officiellement comme Tutsi ni comme Hutu. Il est admis qu'il s'agit d'une construction raciste et coloniale : c'est l'occupant belge qui a fait de ce couple de termes plurivoque, synonyme de riche et de pauvre ou encore d'éleveur et de cultivateur, des ethnonymes impliquant des statuts sociaux hiérarchisés⁴. À partir des années 1950, les chefs tutsi et la royauté ont commencé à affirmer des volontés de décolonisation. Les colonisateur·ices ont alors renversé leurs alliances et se sont appuyé·es sur les Hutu pour discriminer les Tutsi, laissant courir le bruit que ces dernier·es étaient descendu·es des hauts plateaux pour coloniser les vrai·es Rwandais·es que seraient les Hutu. Dès lors, les Tutsi ont été accusé·es de tous les maux et déshumanisé·es, dans des termes très proches de ceux utilisés dans *Les Protocoles des Sages de Sion*⁵ : iels sont suspecté·es de vouloir prendre le pouvoir, réduire les Hutu en esclavage, s'approprier l'argent et les ressources sans travailler. De fausses allégeances ont été prêtées aux Tutsi, des fantasmes d'alliances avec les Hima d'Ouganda dans le but de coloniser toute l'Afrique centrale et de piller ses richesses, etc. Ces accusations ont été portées dans toute la région des Grands Lacs et ont préparé l'élimination. L'histoire du Rwanda commence dans le racisme et se déroule dans le silence. Pendant le génocide des Tutsi, les caméras des médias internationaux n'étaient pas au Rwanda : elles étaient tournées vers Mandela⁶ ou la coupe du monde de football. Les troupes du FPR⁷, avec l'appui de la diaspora rwandaise, mettent fin au génocide après trois mois et plus d'un million de mort·es tutsi.

Le silence a donné de la force au négationnisme, qui se décline principalement sous la forme de trois théories. La première est celle de la guerre inter-ethnique : invalidant toute planification du génocide, elle estime qu'il ne s'agit pas d'un crime organisé, politique, pour lequel tout un État s'est mis en ordre de marche, mais d'un massacre spontané. Cette thèse a été produite pour que les génocidaires ne soient pas inquiété·es, et elle prospère grâce à un racisme bien ancré qui tend à dépolitiser tout ce qui se passe en Afrique. Le génocide des Tutsi est réduit à une histoire de massacre de noir·es qui n'intéresse personne. On efface la complexité et le caractère politique de l'histoire que nos familles ont vécue. La deuxième théorie négationniste concerne l'attentat du 6 avril 1994, qui a été le signal de départ du génocide. Ce jour-là, un missile sol-air parti des bases des extrémistes hutu a abattu un avion où se trouvaient le président hutu Juvénal Habyarimana* et le président burundais, Cyprien Ntaryamira. Les

extrémistes hutu, craignant que le président les trahisse à Arusha* et partage le pouvoir avec les Tutsi, souhaitaient l'écarter. La radio des Mille Collines* a brièvement avancé l'hypothèse d'un attentat commis par les soldats belges pour, le soir même, l'attribuer aux Tutsi. Toute la nuit, les commentateur·ices ont répété qu'après avoir assassiné le président, les Tutsi viendraient tuer les familles hutu, les réduire en esclavage. D'anciennes théories du complot annonçant des agressions imminentes ont été relancées afin de susciter la peur et d'inciter à l'autodéfense. L'attentat a donc fourni un prétexte pour démarrer le génocide, il a lancé les tueur·ses dans cette tâche qu'iels appelaient « leur travail ». Les négationnistes expliquent tout le génocide à partir de cet attentat qu'ils et elles attribuent aux Tutsi du FPR, organisation politique et militaire des Tutsi, à l'époque exilé·e en Ouganda : une telle mise en récit rend ces dernier·es responsables de leur propre génocide. La France s'est engagée dans ce discours et a été jusqu'à émettre des mandats d'arrestation contre des membres du FPR. La France a continué à lui attribuer la responsabilité de l'attentat, jusqu'à ce qu'en 2008 le juge Trévidic* s'empare de l'affaire et invalide l'hypothèse d'une attaque du FPR, c'est-à-dire des Tutsi.

La troisième théorie est celle du double génocide, qui voudrait qu'il y ait bien eu un génocide des Tutsi, mais qu'en libérant le pays ces dernier·es aient commis à leur tour un génocide bien pire encore, contre les Hutu au Congo. Les génocidaires, ainsi que celles et ceux qui ont un intérêt à les défendre, avancent alors des chiffres impressionnants : 3, 6, 9 et parfois jusqu'à 12 millions de morts au Congo. En réalité, pendant l'avancée du FPR, un exode massif des Hutu extrémistes au Zaïre, à la frontière avec le Rwanda, a été organisé militairement et politiquement. Prenant en otage des civil·es, ils souhaitaient pouvoir revenir, réorganisés, pour finir « le travail », c'est-à-dire le génocide. C'est dans la fuite face au FPR, dans ces camps où se sont réfugié·es les génocidaires et les civil·es, que s'est construite la théorie du double génocide. Les hauts responsables du génocide en exil ont réussi à faire leur la cause congolaise en mélangeant les désastres : les morts de famine, d'Ebola, des pillages internationaux, de la colonisation depuis Leopold II, ont toutes été imputées pêle-mêle au FPR, avec des comptages et des rapports plus que douteux. Patrick de Saint-Exupéry en parle dans *La Traversée*⁸.

C'est à ce moment-là que se sont réveillés les médias : ces mort·es-là étaient intéressant·es pour la presse, pour les grandes ONG internationales, cette fois-ci dépêchées sur place. C'est le syndrome du

Sauveur blanc : Human Rights Watch et Amnesty International ont débarqué dans des camps de réfugié-es tenus militairement par des Hutu extrémistes, ce qui ne leur posait pas particulièrement question et, sauf exception, les ONG se sont fait bernier par les théories des exilé-es hutu extrémistes.

La rhétorique a bien fonctionné : encore aujourd'hui, sur Twitter, sur Facebook, sous le hashtag «GENOCIDEINCONGO», on voit se dérouler le plus naturellement du monde les stéréotypes racistes antitutsi développés dans les années 1950. Le travail de retournement de l'opinion internationale a été fait. À l'heure actuelle, c'est ce qui fait le plus de mal à notre travail de mémoire.

Comment êtes-vous entré-es dans les luttes mémorielles et antiracistes ?

Jonas : Mon rapport personnel à la lutte contre l'antisémitisme est tortueux⁹. J'ai grandi dans une famille plus traditionaliste que religieuse, au sein de la communauté juive marseillaise dont je me suis progressivement détaché. Politisé à gauche et proche du mouvement social nantais, j'ai longtemps mis mon identité juive sous le tapis. Le 9 janvier 2015, ma mère se rend à son supermarché casher habituel, l'Hypercasher de Vincennes. Elle aurait pu être victime de la tuerie si elle était arrivée un quart d'heure plus tôt. Je me rends compte à ce moment-là que l'antisémitisme n'est pas du tout politisé dans la gauche radicale : c'est au mieux un sujet secondaire, au pire l'objet de délires complotistes (comme ceux affirmant que l'attentat aurait été commandité par le Mossad). Un groupe s'est constitué¹⁰ pour traiter la montée concomitante des différents racismes et de nombreuses rencontres ont eu lieu, avec des individus et des organisations comme le Collectif des Juifves VNR, Juives et Juifs révolutionnaires ou MEMORIAL98¹¹ (qui fait le lien avec Ibuka). Le Raar est né de cela en 2019 sous la forme d'une coalition, un espace de composition large, réunissant des tendances différentes venues de tous les champs des gauches, avec pour parti pris de penser la lutte contre l'antisémitisme à l'intérieur de la lutte contre tous les racismes, en la situant dans le mouvement social.

Jessica : J'ai grandi dans une famille majoritairement blanche, isolée de la communauté rwandaise. J'ai perdu ma mère à l'âge de 9 ans, des suites de maladies et d'un trauma très classique chez les Rwandais-es qui n'ont pu supporter ni le génocide à distance ni le retour au pays¹². Il m'a fallu du temps avant de pouvoir m'intéresser à l'histoire du Rwanda,

d'autant que la question est taboue, même au sein des familles rwandaises. Ma porte d'entrée dans le militantisme a été la lutte contre le racisme. Je luttais avec mes ami-es du lycée chez les Jeunes Socialistes dans le Var, et j'ai été nommée au bureau national en 2013. J'ai commencé à me former à l'histoire du génocide à ce moment-là, en participant aux délégations organisées par l'association European Grassroots Antiracist Movement (Egam) à Kigali pendant la période des commémorations, puis j'ai pris attache avec l'association Ibuka, dont je suis aujourd'hui la vice-présidente.

Que signifie lutter dans le contexte français ?

Jessica : La France a collaboré au génocide des Tutsi. Il n'y a pas d'autres termes : elle a soutenu le régime politiquement, économiquement et militairement avant, pendant et après le génocide. La reconnaissance de cette collaboration est empêchée parce que les responsables politiques de l'époque ont réussi à diffuser un discours cynique et mensonger afin d'écarter tout soupçon. Hubert Védrine, Secrétaire général de l'Élysée en 1994, bras droit de François Mitterrand et l'un des chefs d'orchestre de la politique française au Rwanda depuis 1990, a répété : « Nous n'avons rien fait au Rwanda, où il n'y a même pas de ressources naturelles. Quel y aurait été notre intérêt ? »

Récemment, Emmanuel Macron a commandé un rapport à des historien·es dit rapport Duclert¹³ et a prononcé un discours à Kigali suggérant que l'État français commençait à admettre ses responsabilités et à compatir avec les rescapé-es. Sans lire le rapport dans le détail, on peut avoir l'impression que nos années de lutte ont porté leurs fruits : le caractère planifié et par là même génocidaire du crime est enfin reconnu – un génocide étant par définition orchestré par un État. D'ailleurs, de nombreuses familles touchées par le génocide ont été satisfaites. Mais il faut des armes politiques pour pouvoir décortiquer ce discours piégeux, typique du « en même temps » macronien... D'un côté, il montre un peu d'empathie aux rescapé-es en utilisant tous les outils et figures de style de la langue de Molière, de l'autre il donne entière satisfaction aux militaires hauts gradés de l'opération Turquoise* et fait en sorte qu'aucune responsabilité, qu'aucune complicité de crime de génocide ne soit véritablement reconnue. Le rapport et le discours prennent soin de ne pas froisser les mitterrandiens en reprenant leur version des choses : la France aurait été aveuglée, elle aurait trempé dans le génocide sans savoir ce qui se préparait, elle aurait essayé de séparer les belligérants et

aurait toujours œuvré à la paix au sein des accords d'Arusha. Le rapport conclut que l'État français a en quelque sorte commis des bêtises, mais que personne n'en est vraiment responsable. D'une part, parler de belligérants pose problème : dans un génocide, il y a des génocidaires et des victimes, pas des belligérants. D'autre part, il s'agit de mensonges : la France a tout fait pour que les accords d'Arusha échouent, pour empêcher le partage démocratique du pouvoir et le retour des exilé-es tutsi – qui avaient quitté le pays à force de pogroms et de persécutions –, et pour maintenir au pouvoir le Mouvement révolutionnaire national pour le développement* (MRND), et son allié, la Coalition pour la défense de la République* (CDR), constituée des Hutu les plus extrémistes. Les rapports DGSI/DGSE¹⁴, les lettres de l'ambassadeur de France au Rwanda au ministère des Affaires étrangères ne laissent planer aucun doute. Tout était su, la France a travaillé main dans la main avec les tueur-ses dans une politique de collaboration active avec les génocidaires. Comme bien d'autres, je ne suis pas du tout d'accord avec la manière dont les faits sont présentés par le rapport, mais peu de monde s'intéresse aux voix des militant-es de familles de victimes.

Jonas : Du côté de la reconnaissance institutionnelle de la participation du gouvernement français à la Shoah, l'attitude est également ambiguë. L'année 1995 a marqué un tournant apparent, avec la reconnaissance par Jacques Chirac de la responsabilité de la France, mais celle-ci a été circonscrite à la rafle du Vél' d'Hiv'. À l'époque, les Juif-ves se sont dit que c'était déjà pas mal... Comme pour le rapport Duclert, ils et elles restent dans une certaine retenue, se satisfaisant des moindres semblants de progrès.

Aujourd'hui, une partie de la gauche s'inquiète à juste titre quand Emmanuel Macron légitime l'hommage rendu à Pétain¹⁵, mais ça n'a rien de nouveau : François Mitterrand allait fleurir la tombe du maréchal tous les ans. Il n'empêche que les références positives à Pétain ou à la police de Vichy se multiplient de la part des politiques. Plus largement, les années 2000 ont vu une explosion de l'antisémitisme et de tous les racismes. On observe un ensemble de déclarations, de menaces, d'agressions, d'actions, qui vont de la dégradation de biens, de la violation de domicile, du vol, jusqu'à l'homicide. Une séquence de meurtres antisémites s'ouvre en 2006 avec l'assassinat d'Ilan Halimi : les vieux préjugés issus du christianisme sur la richesse supposée des Juif-ves¹⁶ y jouent un rôle important. Les tueurs d'Ilan Halimi ont supposé que le simple fait qu'il soit juif impliquait qu'il avait 450 000 euros à donner,

quand bien même il était vendeur de téléphones et que sa mère était secrétaire médicale.

Une autre spécificité du contexte français est que la droite s'est réapproprié la lutte contre l'antisémitisme, en en faisant une utilisation partisane au service d'un programme sécuritaire et nationaliste, tandis que la gauche délaissait ce combat. Toutefois, dire que la droite ne s'intéresse à la lutte contre l'antisémitisme que pour l'instrumentaliser est un lieu commun, qui n'est pas si juste. Il existe une vraie lutte antiraciste à droite : l'historien et avocat français d'origine roumaine Serge Klarsfeld, soutien de Sarkozy en 2012, puis de candidats LR en 2021, est une figure de la lutte antinazie. Mais les analyses droitières ont une spécificité : la défense des Juif-ves est mise sur le même plan que celle de la République. Les discours médiatiques ont fait de l'assassinat de plusieurs enfants et d'un professeur de l'école juive Ozar Hatorah à Toulouse par Mohamed Merah en 2012 une attaque contre la société en général. Non seulement cette lecture a déclenché un débat toxique autour de l'antisémitisme des banlieues, mais elle évacue l'histoire antijudaïque et antisémite dans laquelle s'inscrit ce crime.

Par ailleurs, le gouvernement et les institutions juives comme le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) assimilent fréquemment la défense des Juif-ves à la défense d'Israël. Netanyahou est par exemple invité par Macron à la commémoration de la rafle du Vél' d'Hiv'. Cela alimente un débat inutile confondant antisionisme et antisémitisme qui dirige l'attention au mauvais endroit.

L'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme à des fins islamophobes existe bien également. Le livre *Les Territoires perdus de la République*¹⁷ et le manifeste « Contre le nouvel antisémitisme¹⁸ », par exemple, désignent les Musulman-es et la gauche comme étant les principaux vecteurs de l'antisémitisme. Ils portent une lecture simpliste et paresseuse des tueries récentes, assimilant les violences faites aux Juif-ves à des attaques à la laïcité, qui aboutit à une stigmatisation des banlieues. Ces discours accompagnent la montée de l'islamophobie tout en étant complètement inopérants dans la lutte contre l'antisémitisme. Ils mettent en opposition Musulman-es et Juif-ves.

Face aux analyses droitières de l'antisémitisme, la gauche a réagi de façon épidermique et inefficace en abandonnant cette lutte, en focalisant sa critique sur son instrumentalisation. Tantôt l'antisémitisme est perçu comme un non-sujet¹⁹ (« c'est un truc du passé », depuis la Shoah, il n'y aurait plus d'antisémitisme), tantôt il est minimisé et vu comme

une diversion du « vrai racisme » que serait l'islamophobie dans une logique de mise en concurrence. Les chiffres des organisations officielles, comme le rapport annuel de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine (Dilcrah), sont discutés non pas pour revoir à la hausse le chiffre des agressions contre les Arabes et les noir·es – et dénoncer le fait que les violences policières racistes ne sont pas prises en compte – mais pour disqualifier les chiffres des agressions antisémites. On a même vu des analyses ne reposant sur aucune étude expliquer que les Juif·ves iraient plus porter plainte que les autres minorités. Cet abandon s'est traduit par exemple par le refus de plusieurs organisations de gauche, comme le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), de marcher pour Ilan Halimi en 2006 et de qualifier d'antisémite son assassinat. Les gauches n'ont pas participé non plus au rassemblement pour dénoncer les crimes antisémites de Mohamed Merah à Toulouse en 2012, ce qui était traumatisant de mon point de vue. La lutte contre l'antisémitisme est aussi parfois analysée comme un cache-sexe de l'islamophobie. Selon une rhétorique du « deux poids deux mesures » très mobilisée, quand un·e Juif·ve est tué·e, on en parle beaucoup et quand il s'agit d'un·e Musulman·e, on n'en parle pas assez, ce qui est vrai, mais le problème est posé à l'envers. Plutôt que de constater qu'« on ne parle pas assez de nos mort·es » (notamment des victimes de la police), on laisse entendre qu'« on parle trop de vos mort·es », les Juif·ves.

La lutte contre l'antisémitisme est mise en concurrence avec la lutte contre les autres formes de racisme. Les conséquences sont néfastes pour les unes comme les autres : cela empêche de penser la montée concomitante de ces deux racismes. À l'origine, le grand remplacement était une idée antisémite selon laquelle les Juif·ves organiseraient des mouvements de populations (notamment des Italien·nes, des Espagnol·es, des Polonais·es) pour déstabiliser les nations. Une réminiscence de cet aspect antisémite apparaît quand Trump accuse George Soros, un Juif hongrois, de « financer la « caravane du Honduras »²⁰ » aux États-Unis. Aujourd'hui, la version du grand remplacement prônée par Renaud Camus, reprise par Éric Zemmour, a atteint une popularité incroyable. Macron a mis en garde contre de prétendus flux massifs irréguliers d'Afghan·es, comme si des dizaines de milliers d'entre eux déferlaient sur la France. L'idée que des étranger·es nous envahissent, pervertissent les mœurs et nous imposent la violence est désormais

acceptable, comme l'est le fantasme repoussoir de l'homme étranger, unique émetteur des violences sexistes. Tous ces thèmes-là sont charriés par l'idée du grand remplacement.

Comment déjouer les formes de discours négationniste insidieuses ?

Jonas : Outre la minimisation de la Shoah et la mise en concurrence des racismes, on constate une banalisation des théories « dieudonnantes » du négationnisme. À travers ses spectacles, le symbole de la quenelle, sa chanson *Shoahnanas*, Dieudonné a répandu l'idée selon laquelle on parlerait trop de la Shoah. Pourquoi, selon lui ? Pour couvrir l'histoire mémorielle de l'esclavage, de l'Algérie et d'autres crimes contre l'humanité. Alors qu'à l'inverse de ce qu'il dénonce, ceux qui font le travail de mémoire sur la Shoah participent à faire vivre la mémoire d'autres génocides. Je pense même à des acteurs institutionnels comme le Mémorial de la Shoah, ou à une organisation très universaliste comme l'Union des étudiants juifs de France (UEJF²¹) qui a travaillé avec Ibuka, ou encore MEMORIAL98. On évoque un peu le génocide des Juif·ves à l'école, mais c'est surtout de la Seconde Guerre mondiale qu'il est question. Aux personnes qui affirment qu'on en parle trop, je leur demande : peux-tu citer le nom d'une personne juive française tuée dans un centre de mise à mort ? Silence radio. Le nom d'une organisation de résistance juive pendant la Seconde Guerre mondiale ? Aucune réponse.

Dans le même temps, on observe une banalisation de la Shoah. Le mouvement antipasse sanitaire²² l'a mise en lumière, mais ça fait des années qu'elle est mobilisée dans les manifestations. L'étoile jaune sous Vichy est un symbole de déchéance nationale, d'humiliation, de dépossession. Elle était un prétexte à spolier des biens, à attaquer les magasins, à tabasser des gens dans la rue, à les déporter et à les massacrer. Le parallèle, en plus de desservir le message, suscite un vrai malaise.

Jessica : Des outils puissants sont mis au service des thèses négationnistes. Les génocidaires, leurs familles, les anciens collabos, que ce soient des universitaires belges ou des politiciens français, sont dans le négationnisme par idéologie et pour leur propre défense. Mais de nombreux·ses autres sont imprégné·es de ce que Patrick de Saint-Exupéry appelle *la petite musique* : iels prennent pour acquis un discours qui ne nie pas explicitement le génocide, mais minimise le nombre de Tutsi tué·es – le journaliste Pierre Péan²³ par exemple, idéologue au service

de la Mitterrandie, répétait le chiffre de 200 000 victimes. En parallèle, ce discours multiplie les morts au Congo, les fameux 3, 6, 9 et jusqu'à 12 millions de morts hutu et congolaises, imputées à tort au FPR. Ces chiffres ne sont fondés sur rien. L'important, c'est que la petite musique soit là, qu'elle soit répétée dans le plus de lieux possible. Elle est d'autant plus efficace qu'elle est quasiment indétectable pour une personne qui ne connaît pas précisément notre histoire. Nous devons fournir une veille permanente et prendre le temps d'alerter, de détailler longuement ce que telle personne a dit, pourquoi elle le dit, de qui elle est proche, qui elle a déjà promu-e dans son organisation.

Il y a deux ans, un colloque où des thèses négationnistes ont été défendues s'est déroulé au Sénat : étaient présents d'anciens militaires de l'opération Turquoise, des responsables politiques de l'époque comme Hubert Védrine ou encore l'essayiste Charles Onana²⁴. Denis Mukwege²⁵ y était annoncé en grande pompe. Je retrouve ces thèses aussi dans les milieux militants parisiens, au sein desquels je croise des camarades antiracistes, décoloniaux-ales, panafricain-es. Dès que je commence à parler du génocide des Tutsi, on me répond du tac au tac : « Oui, mais et le Congo ? » Là, on peut observer que la bataille culturelle menée autour de la théorie du double génocide est une réussite totale. Ce « Oui, mais et le Congo ? » que l'on entend dès que l'on évoque le génocide bien réel des Tutsi au Rwanda signifie en substance : « Le vrai sujet est au Congo, et le reste n'est que distraction. » C'est très grave et ancré, notamment chez les militant-es afrodescendant-es.

Jonas : De la même façon, quand nous disons « nous affrontons l'antisémitisme », la gauche antiraciste nous répond : « Le problème, c'est Israël. » En février 2019, en plein mouvement des Gilets jaunes, s'enchaînent dans la même semaine le bal des quenelles de Dieudonné à Montmartre, l'agression antisémite contre Finkelkraut, le tag sur un portrait de Simone Veil et la dégradation d'une centaine de tombes juives à Quatzenheim. Cette même semaine, on commémorait aussi les 13 ans de la mort d'Ilan Halimi. La veille de l'anniversaire de sa mort, deux arbres plantés pour lui rendre hommage sont décapités. Un rassemblement est organisé par l'ensemble des partis politiques, notamment par le PS, pour dénoncer l'antisémitisme, dans une visée plutôt hostile aux Gilets jaunes. Les organisations se revendiquant de l'antiracisme politique (Union juive française pour la paix, Parti des indigènes de la République, etc.) organisent

un contre-rassemblement à Ménilmontant « Contre l'antisémitisme et contre l'instrumentalisation de l'antisémitisme ». En fait, les prises de parole portent sur la résolution Maillard²⁶, sur Israël, et dans certains discours, les mots *juif* et *antisémitisme* ne sont même pas prononcés. Les noms des personnes tuées par la police sont rappelés, mais pas un seul nom juif n'est cité, pas même celui d'Ilan Halimi dont on commémore l'anniversaire de la mort ! Lorsque j'interviens, je rappelle qu'un rassemblement contre l'antisémitisme à gauche est une bonne idée, mais que certains problèmes ne peuvent pas être ignorés. Et là dans la foule, j'entends crier : « Sale sioniste, casse-toi ! »

Jessica : Les négationnistes du génocide des Tutsi font une alliance objective avec l'antisionisme, comme l'historien Jean-Pierre Chrétien l'a montré²⁷. Dix ans après le génocide des Tutsi, une offensive négationniste ressurgit et parmi ses nombreuses rhétoriques, le slogan « Palestine, Congo, même combat » commence à se diffuser. Aujourd'hui, il est très répandu.

Comment aborder l'omniprésence des discours complotistes ? La notion de confusion vous semble-t-elle un outil pertinent pour saisir la situation actuelle ?

Jonas : Les théories complotistes ne sont pas toujours antisémites en soi, mais elles font appel à toute une histoire de l'antisémitisme qui a caractérisé les Juif-ves comme comploteur-ices. C'est l'histoire du *Protocole des Sages de Sion*, écrite en France par les services secrets russe et sans cesse reprise depuis. On trouve des intersections avec l'antisémitisme dans la majorité des théories du complot. Le mouvement antipasse sanitaire a vu défiler des manifestant-es muni-es de pancartes « Qui ? » – sous-entendant « Qui contrôle le monde ? » – pointant les Juif-ves comme étant à l'origine du problème. Une de ces militantes antisémites, Cassandra Fristot, ex-responsable du Rassemblement national (RN) à Metz, a été mise en examen, mais les réactions sont assez faibles. Le gouvernement et la droite sont aveugles à cet antisémitisme-là.

Ces discours ont explosé et imprégné les analyses du capitalisme de la gauche, qui sont à l'œuvre dans certains mouvements sociaux mettant de côté la question des intérêts sociaux en éludant les aspects systémiques de la domination : capitalisme, racisme, sexisme. Certain-es, comme Frédéric Lordon, expliquent que le complotisme est plutôt une bonne chose : puisqu'il s'agit d'un discours anti-

système et antidominant-es, il fonctionnerait avec notre camp. Je pense plutôt que le complotisme constitue un chemin de politisation vers l'extrême droite. L'été dernier, le Raar a d'ailleurs organisé un rassemblement en réaction à cette explosion de théories complotistes, chez les antivaccin mais aussi dans notre propre camp.

Jessica: Je ne suis pas convaincue par la notion de confusion. J'ai toujours peur qu'elle dépolitise la question en écartant le racisme systémique qui traverse la droite et la gauche. Une mise en forme démocratique du racisme permet de tout mettre sur un pied d'égalité : on écoute les rescapé-es et les familles de victime ? Alors écoutons aussi les tueur-ses ! C'est comme ça que certaines ONG conçoivent le débat démocratique s'agissant du Rwanda. Appeler cela de la « confusion », c'est laisser entendre qu'iels sont innocent-es, qu'iels ne font pas exprès, alors qu'iels participent pleinement d'une vision raciste simplificatrice de tout ce qui se passe en Afrique. Je préfère les termes *négationnisme* et *révisionnisme*, qui recourent des faits précis et concrets, contre lesquels il est possible de porter plainte, non sans difficulté.

Jonas: À titre personnel, je trouve que la notion de confusionnisme peut être un outil intéressant. Non pas pour décrire des formes d'égarements politiques, mais pour penser l'ensemble d'idées qui vise à détruire le clivage gauche/droite, cet effacement des frontières qui profite à l'extrême droite²⁸. Pour moi, c'est le mot *révisionnisme* qui pose problème. Un discours proposant une révision des faits de la Shoah, discutant le nombre de morts, comment ça s'est passé, tel petit détail, se situerait un palier en dessous de la négation. Faurisson, comme Étienne Chouard, se définit comme révisionniste et revendique un « droit à poser des questions ». Malgré leur forme cryptique, cachée, ces discours participent de la négation. Quand des acteur-ices de gauche luttent contre les lois mémorielles Gayssot et Taubira²⁹, trente ans après que Noam Chomsky a défendu Faurisson au nom de la liberté de pensée, la situation est préoccupante.

Jessica: Victoire Ingabire³⁰ est portée aux nues comme une icône de la démocratie au Rwanda, alors que sa « liberté d'expression » consiste à autoriser le discours génocidaire dans le pays ! Il faut constamment que des personnes concernées soient là pour rappeler ces réalités et décrypter ces mécanismes pervers, mais nous sommes peu nombreux-ses et

nous militons sur notre temps libre, c'est épuisant et sans fin.

Comment se pose la question des mort-es et de leur corps dans vos luttes ?

Jonas: La profanation des cimetières est une question qui préoccupe beaucoup les Juif-ves. Il s'agit d'un phénomène massif en France. Quand on enterre quelqu'un-e, on lui dit « Repose en paix ». Le fait de profaner les tombes juives revient à adresser un signal à cette communauté : « Même dans la mort, vous ne serez jamais chez vous ni jamais en paix. » Ce sont des attaques d'une lâcheté incroyable, s'exerçant contre des corps qui ne peuvent pas se défendre. Ce sont des actes dirigés contre les mort-es pour terroriser les vivant-es. Détruire une tombe, c'est aussi effacer la mémoire de l'existence. Il y a une continuité entre négationnisme et profanation des tombes. C'est pour empêcher la persécution dans la mort que beaucoup de Juif-ves choisissent de se faire enterrer en Israël, comme l'a décidé la famille d'Ilan Halimi.

Un moment qui a beaucoup marqué : en 1990 à Carpentras, une cinquantaine de tombes sont saccagées et un corps est exhumé, celui d'une personne fraîchement enterrée et dont la tombe n'avait pas été recouverte de terre. Les profanateurs ont sorti cette personne de son cercueil et ont mis un mat devant son anus pour simuler un empalement. C'est le dernier maillon d'une chaîne de déshumanisation profonde, qui commence par le langage (« les Juif-ves sont des parasites, des rats, des vermines ») et aboutit à la profanation. Depuis les années 2000, des profanations ont lieu tous les ans, parfois on dénombre 200, 300 tombes profanées dans la même ville, recouvertes de croix gammées. Dans plusieurs cas, des mineurs de 15, 16 ans sont en cause. Ces ados ne se rendent peut-être pas compte, mais il existe une haine systémique transmise pour permettre de banaliser ces actes-là.

Chaque année, la liste des noms récitée au mémorial de la Shoah est une forme de lutte pour que ces personnes ne soient pas tuées une deuxième fois, sans justice, sans mémoire. Nous disons les noms pour réhumaniser.

Jessica: Il est plus facile de parler d'idéologie politique que de parler des corps... Au moment du génocide, le Tutsi est tout sauf un être humain. Tuer un cafard va plus de soi que de tuer son semblable. Dans les campagnes, les gens déshabillaient les Tutsi pour voir s'iels avaient vraiment une petite queue de

diable en bas du dos. La question des corps est très difficile car chargée en émotion, concrète.

Dans notre histoire, elle prend un sens particulier car iels sont enterré·es dans les lieux qui recourent la géographie du génocide. Après des années de fonctionnement de tribunaux classiques, le gouvernement rwandais a mis en place des tribunaux populaires, les gacaca : un tribunal traditionnel jugeait les accusé·es sur le lieu où iels avaient commis leurs méfaits, face à un jury composé de citoyen·nes. C'était imparfait, mais des condamnations et une forme de justice ont été appliquées. Comme on ne pouvait pas mettre tout le monde en prison, on cherchait à obtenir des tueur·ses un vrai repentir, suivant le niveau d'implication dans le génocide. Toutefois, comme il était très important pour les familles de retrouver les corps, les gens cherchaient à faire avouer aux tueur·ses l'endroit où iels avaient enterré leurs victimes. Beaucoup ont monnayé leur salut, en promettant à une personne rescapée de révéler où étaient caché·es ses proches si elle acceptait de ne pas l'accuser ou d'être clémente devant les gacaca.

Les tombeaux n'ont rien d'ordinaire au Rwanda. Dans certains, il n'y a qu'un membre du ou de la défunt·e. Un crâne, des bras... Encore aujourd'hui, des anciens lieux de massacre sont retrouvés sous des bâtiments en construction, sur des collines, partout. On essaie de donner des sépultures décentes. Le pays est une plaie encore béante, matérialisée par la découverte continue de ces charniers.

Comment politiser la mémoire ?

Jessica : En tant que militante afroféministe et décoloniale, il m'importe de redonner voix aux nombreuses personnes survivantes, qui témoignent, qui écrivent, qui portent une parole souvent politique. Même si je considère certaines personnes comme nos alliées, je ne trouve pas normal que 99 % du temps de parole accordé à l'histoire du génocide des Tutsi soit donné à des personnes non concernées, ce qui était flagrant pendant la période de battage médiatique autour du rapport Duclert. Personne n'a voulu entendre les rescapé·es, ce qu'ils et elles avaient à apporter en termes de vécu et d'analyse. L'utilisation des réseaux sociaux me semble importante pour relayer ces voix et toucher les plus jeunes, d'autres organisations antiracistes avec lesquelles nous pourrions travailler en partenariat. Elle nous pousse à écrire des textes accessibles, et à ne pas réduire la mémoire du génocide à une discussion entre expert·es.

Ce qui importe surtout, c'est de lier les combats autour des différents génocides, des crimes

contre l'humanité. Concrètement, nous participons aux événements des partenaires et les invitons aux nôtres. Chaque fois que nous intervenons au sujet du génocide des Tutsi, nous parlons aussi de ceux perpétrés contre les Arménien·nes, les Juif·ves, au Cambodge, celui en cours contre les Ouïghour·es. On essaie de faire le pont entre les histoires car les mécanismes génocidaires, de montée vers la haine, de meurtres, sont comparables.

Malheureusement, en France, les procès des génocidaires durent des mois et sont peu accessibles. En 2019, Félicien Kabuga, «le financier du génocide³¹», a été retrouvé en France et jugé au tribunal de Paris. Nous avons essayé de créer une mobilisation pour que les gens se sentent concernés par le fait qu'un des cerveaux de ce crime atroce vivait tranquillement à Asnières-sur-Seine. Nous nous sommes finalement retrouvé·es un peu seul·es. Notre combat ne bénéficie pas encore d'un retour de solidarité de la part d'autres luttes.

Jonas : La volonté de faire des ponts est à l'origine de la création du Raar. En février 2021, à l'occasion des 15 ans de la mort d'Ilan Halimi, nous avons organisé un hommage et un rassemblement contre l'antisémitisme et tous les racismes. Nous avons lié son assassinat à ceux d'autres victimes d'assassinats racistes. Nous avons lu les noms de dix personnes tuées parce que juives et de dix personnes tuées parce que noires, arabes, rroms ou asiatiques. Il s'agissait de signifier que nous inscrivions la lutte contre l'antisémitisme dans la lutte contre tous les racismes. Que nous disions le nom d'Adama Traoré à côté de celui d'Ilan Halimi a suscité une réaction très violente à droite et à l'extrême droite. Une ligne de fracture s'est créée, et notre position s'est clarifiée : les Juif·ves aussi se heurtent quotidiennement au racisme.

En avril, nous avons aussi organisé un hommage aux insurgé·es du ghetto de Varsovie³², auquel nous avons convié des collectifs arméniens, de Voyageurs, ou encore Ibuka. Organiser un hommage à ces insurgé·es, c'est une manière de rappeler à notre camp politique qu'il y a encore des choses à apprendre sur la Shoah. Cette insurrection délivre une leçon d'humanité incroyable. Les habitant·es du ghetto savaient qu'iels n'avaient aucune chance. Certain·es ont pris les armes, d'autres ont fait à manger, soigné, passé des messages, caché des enfants, etc. Tout le monde a fait un geste, participant à cet acte de résistance collective. Une affiche collée pendant les massacres disait à peu près ceci : « Nous ne nous battons pas pour notre vie, mais pour que notre mémoire persiste. »

Les insurgé·es du ghetto de Varsovie

À partir de novembre 1940, quatre cent cinquante mille personnes ont été enfermées et tassées dans le ghetto de Varsovie, puis déportées quotidiennement vers le camp de mise à mort de Treblinka. En pénétrant dans le ghetto le 19 avril 1943, premier jour de Pessa'h (Pâques juives), les nazis trouvent sept cent cinquante Juif·ves armé·es derrière des barricades, prêt·es à les combattre. L'organisation juive de combat (OJC, ou ZOB en polonais) – initiée par les mouvements de jeunesse présents dans le ghetto, dont les figures les plus connues étaient Mordechaj Anielewicz, Mira Fuchrer et Marek Edelman – avait planifié et organisé l'insurrection du ghetto. Aux côtés des combattant·es, tout le ghetto s'est soulevé en installant des caches et des abris, en fabriquant des armes, des barricades, en stockant des provisions et la cuisine, en soignant les blessé·es et en communiquant.

Histoire de la haine des Juif·ves

L'**antijudaïsme** est l'hostilité à l'égard de la religion juive. Fabriqué par l'église chrétienne dans les premiers siècles de notre ère, il prend sa source dans la thèse du «peuple déicide» – l'idée selon laquelle les Juif·ves seraient responsables de la mort de Jésus-Christ. Ce mythe fondateur est à l'origine de multiples accusations – profanation d'hosties, meurtres rituels, notamment d'enfants chrétiens, alliances avec le diable et les forces occultes – ayant occasionné des persécutions antijuives et des massacres au Moyen Âge.

L'**antisémitisme** se distingue de l'antijudaïsme par le fait qu'il désigne les Juif·ves en tant que race. Il est difficile de situer précisément son apparition, même si de nombreux·ses historien·nes la font remonter aux statuts de *limpieza de sangre* apparus sous le règne d'Isabelle la Catholique pendant la Reconquista espagnole, à la fin du XV^e siècle. Ces statuts étaient censés établir la pureté du sang chrétien par l'absence d'ascendance juive ou maure. L'appartenance au judaïsme est alors pensée comme héréditaire et non religieuse. Le mot *antisémitisme* a été inventé par le journaliste allemand Wilhelm Marr, qui lui donne le sens «d'hostilité aux Juif·ves» à l'occasion de la fondation d'une «ligue antisémite» en 1879. Il est construit à partir de la catégorie *sémite* définie par la théorie des races née au XIX^e siècle, forgée au départ pour désigner une famille de langues – l'hébreu, l'araméen et l'arabe –, puis utilisée pour désigner les peuples du Proche-Orient qui les parlaient³³, et enfin par extension et abus de langage, les Juif·ves.

Les Protocoles des Sages de Sion est un célèbre faux forgé par la police secrète tsariste (Okhrana) et publié pour la première fois en 1903 en Russie. Il s'agit d'un plagiat du *Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu* de Maurice Joly, pamphlet satirique de 1864 décrivant un plan fictif de domination mondiale par Napoléon III. Ce faux se présente comme un compte rendu du premier congrès sioniste de Bâle révélant un plan de conquête du monde par les Juif·ves et les francs-maçons. L'Okhrana l'a fabriqué afin d'exciter le sentiment nationaliste russe en agitant la menace d'un pouvoir étranger et de dénoncer l'antimonarchisme comme un complot visant à conquérir et à conserver le pouvoir. Il réactive de vieux clichés antijudaïques qui circulaient chez les chrétien·nes (accusant les Juif·ves de meurtres rituels et de nourrir le projet de détruire le christianisme notamment) pour les attribuer aux sionistes, qu'il diabolise. Traduit dans des dizaines de langues et objet de republications encore aujourd'hui dans de nombreux pays, ce texte a servi à plusieurs reprises de justification à diverses politiques antisémites.

Histoire du génocide des Tutsi au Rwanda

Dans les décennies qui ont précédé le génocide, plusieurs massacres de Tutsi ont eu lieu, notamment en 1963 et 1973. Le régime du général major Juvénal Habyarimana, en place à partir du coup d'État de 1973, est porté par le **Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND)**, formation politique hutu qui reste jusqu'en 1991 le parti unique au Rwanda. Il applique des mesures de contrôle des Tutsi et nourrit une campagne de stigmatisation construisant l'image du Tutsi comme ennemi intérieur et s'efforçant de convaincre les Hutu que leur extermination est la condition de la vie, de la liberté et de la prospérité au Rwanda.

En 1990, le **Front patriotique rwandais (FPR)** de Paul Kagame, parti politique tutsi en exil, lance une offensive contre le gouvernement de Juvénal Habyarimana, et marque le début de la guerre civile rwandaise. En août 1993, **les accords d'Arusha**, visant à mettre fin au conflit et à contraindre au partage du pouvoir, sont signés par les belligérants, ce qui est interprété par les Hutu les plus extrémistes comme un signe de faiblesse du président Habyarimana. La **Coalition pour la défense de la République et de la démocratie (CDR)**, qui représente la frange la plus radicale et ouvertement raciste du Hutu Power – un mouvement idéologique partisan du nationalisme ethnique –, voit dans ces accords une trahison inacceptable. Le 6 avril 1994, le président Habyarimana meurt dans un attentat contre son avion, aux origines incertaines³⁴. Le 7 avril 1994, sous la coordination des administrations territoriales et avec l'appui des forces de sécurité, les Interahamwe, milices du MRND créées en 1992, entament des massacres de Tutsi de façon ordonnée dans une logique d'extermination. Principaux organes de propagande génocidaire, le périodique *Kangura* (de mai 1990 à mars 1994) et surtout la **Radiotélévision libre des Mille Collines** (de juillet 1993 à juillet 1994) diffusent des listes de personnes à exécuter et encouragent les génocidaires à continuer de tuer. Les semaines qui suivent, les troupes du FPR engagent des combats et parviennent à mettre en échec certaines opérations d'extermination.

L'**opération Turquoise** – nom donné à l'intervention militaire française au Rwanda – commence le 22 juin 1994, soit douze jours seulement avant la chute de Kigali et la fin du génocide. Censée «mettre fin aux massacres partout où ça sera possible», elle est néanmoins vivement critiquée pour son ambiguïté et son positionnement idéologique anti-Tutsi, notamment sur son opposition au FPR. Entre le 27 et le 30 juin 1994, plus d'un millier de Tutsi sont massacrés à Bisesero sans qu'intervienne la patrouille française qui se trouve à proximité. Début juillet 1994, le FPR ayant pris le contrôle de Kigali, la capitale, le génocide s'achève³⁵.

En 1998, une enquête est ouverte à Paris pour connaître les responsables de l'attaque visant l'avion où se trouvait Habyarimana. Le juge Bruguière, chargé de l'affaire, se contente de témoignages et ne demande aucune expertise avant de conclure que les coupables étaient du camp tutsi. Ce n'est qu'en 2008, quand **les juges Marc Trévidic et Nathalie Poux** demandent une expertise balistique et acoustique, que l'hypothèse d'une attaque hutu devient plausible. Les magistrats ne la confirment pas pour autant.

NOTES

1. Ibuka – Mémoire et Justice est une organisation non gouvernementale internationale. Son travail consiste à perpétuer la mémoire du génocide des Tutsi au Rwanda, à poursuivre et à traduire en justice les responsables de crimes génocidaires et à soutenir les rescapé-es. En kinyarwanda, *ibuka* signifie « souviens-toi ».
2. La première apparition publique du Raar a eu lieu en janvier 2021 pour les 15 ans de la mort d'Ilan Halimi.
3. Auteur de *l'Essai sur l'inégalité des races humaines* (1855), dans lequel il analyse l'histoire des peuples à l'aune de leurs prétendues caractéristiques ethniques.
4. Voir Léon Saur, « “Hutu” et “Tutsi” : des mots pour quoi dire ? » dans *Histoire, monde et cultures religieuses*, 2014/2, n° 30, p. 119-138.
5. Voir l'encadré « Histoire de la haine des Juif-ves » p. 141.
6. Nelson Mandela est élu président de la République d'Afrique du Sud en avril 1994.
7. Les détails sur les acteur-ices et les faits les plus importants de cette histoire se trouvent dans l'encadré sur le Rwanda ci-dessous. Dans ce qui suit, nous marquons d'un astérisque les noms qui y sont définis.
8. Journaliste présent au Rwanda au moment du génocide, Patrick Saint-Exupéry entreprend, après vingt-cinq ans d'enquête au Congo et au Rwanda, de démentir l'hypothèse du « double génocide » dans cet ouvrage, publié aux éditions Arènes en mars 2021.
9. Jonas Pardo raconte plus en détail son parcours dans un témoignage : « Et toi tu viens d'où ? », 27 janvier 2021, <golema.net >.
10. Notamment autour des autrices d'un article paru dans *Vacarme*, Malika Amaouche, Yasmine Kateb et Léa Nicolas-Teboul, « Pour une approche matérialiste de la question raciale. Une réponse aux Indigènes de la République », 25 juin 2015, *Vacarme* n° 72, <vacarme.org>.
11. L'association MEMORIAL98 combat le racisme, l'antisémitisme et le négationnisme. Elle a été créée en janvier 1998, lors du centenaire de l'affaire Dreyfus. Son nom fait référence aux premières manifestations organisées pendant l'affaire Dreyfus par des ouvriers socialistes et révolutionnaires parisiens s'opposant à la propagande nationaliste et antisémite, <memorial98.org>.
12. *Petit Pays* de Gaël Faye relate cette histoire. Au sujet de la mémoire du génocide et des traumatismes qu'il a engendrés, voir aussi le documentaire d'Anne Lainé, *Rwanda, un cri d'un silence inouï*, 2003.
13. L'historien Vincent Duclert et la Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi produisent le rapport « La France, le Rwanda et le génocide des Tutsi (1990-1994) – Rapport remis au président de la République », 26 mars 2021, disponible sur <viepublique.fr>.
14. Respectivement Direction générale de la Sécurité intérieure et Direction générale de la Sécurité extérieure ; les deux principaux de service de renseignement français.
15. En 2018, Emmanuel Macron justifie l'inclusion de Philippe Pétain dans l'hommage rendu aux maréchaux lors de la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale.
16. Voir l'encadré « Histoire de la haine des Juif-ves » ci-dessous. Il existe certains éléments communs entre les traits attribués au Juif-ves et aux Tutsi.
17. Emmanuel Brenner (dir.), *Mille et une nuits*, 2002.
18. Rédigé par Philippe Val et signé par plus de deux cent cinquante personnalités qui vont de la droite dure, des Républicains (Nicolas Sarkozy et Laurent Wauquiez), jusqu'à des membres du Printemps républicain, issus du Parti socialiste (Raphaël Enthoven et Laurent Bouvet), ainsi que des gens qui deviendront des élu-es LREM, il est paru dans *Le Parisien* du 22 avril 2018.

19. Camilla Brenni, Memphis Krickeberg, Léa Nicolas-Teboul, Zacharias Zoubir, « Le non-sujet de l'antisémitisme à gauche », *Vacarme*, n° 86, 2019, disponible sur <cairn.info>.
20. En octobre 2018, un opposant du président du Honduras – où plus de 7 personnes sur 10 vivent sous le seuil de pauvreté – appelle les Hondurien-nes à aller au Mexique pour dénoncer la corruption du parti en place. Des migrant-es pauvres saisissent l'occasion pour tenter leur chance à l'étranger. Donald Trump affirme non seulement que cette « caravane » a été financée par Soros, mais aussi que des infiltré-es de Daech s'y cachent.
21. Association issue de la Résistance juive en France créée en 1944 pour aider les jeunes Juif-ves revenu-es de déportation.
22. Voir Rien n'est fini, « Vivre avec = laisser mourir » dans le huitième numéro de la revue *Jef Klak*, « Feu follet ».
23. Considéré comme un des premiers à dénoncer la Françafrique, Pierre Péan a consacré un ouvrage de cinq cents pages à dédouaner la France des crimes commis au Rwanda.
24. Journaliste franco-camerounais, il va jusqu'à nier l'existence du génocide des Tutsi. Voir le communiqué de l'association Survie du 16 avril 2019 : « Charles Onana, le négationniste de référence ».
25. Le gynécologue et prix Nobel de la paix Denis Mukwege est un grand promoteur de la thèse du Rwanda responsable des mort-es au Congo.
26. Texte controversé proposé par le député LREM Sylvain Maillard pour assimiler l'antisémitisme à l'antisémitisme, la résolution a été adoptée en décembre 2019.
27. Voir Jean-Pierre Chrétien et Marcel Kabanda, *Rwanda. Racisme et génocide*, Belin, 2016.
28. Philippe Corcuff, *La Grande Confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées*, Textuel, 2021.
29. La loi du 13 juillet 1990, dite loi Gayssot, vise la répression de tout acte raciste, antisémite ou xénophobe et crée le délit de négationnisme du génocide des Juif-ves. La loi du 21 mai 2001, dite loi Taubira, tend à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité.
30. Présidente des Forces démocratiques unifiées (FDU-Inkingi), héritière du Hutu Power (voir l'encadré p. 137), elle se présente dans les médias comme défenseuse de la réconciliation au Rwanda et opposante politique au FPR de Paul Kagame. Elle soutient la thèse négationniste du double génocide et réhabilite la division raciste entre Hutu et Tutsi.
31. Appelé ainsi car il finance notamment les médias de propagande antitutsi, tels que la radio des Mille Collines et la revue *Kangura*.
32. Voir l'encadré sur cet événement ci-dessous.
33. À l'origine des religions monothéistes et de l'écriture.
34. Les débats autour des responsables de cet attentat seront retracés au cours de l'entretien.
35. Sur la guerre de libération, voir le documentaire de Christophe Cotteret, *Inkotanyi : Paul Kagame et la tragédie rwandaise*, 2017 ou le film de Richard Hall, *The 600 : The Soldiers' Story*, 2019.